

répondre directement à la question, je dois dire que nous n'avons nullement l'intention de modifier les tarifs postaux.

M. Fortin: Je désire poser une question supplémentaire.

Monsieur l'Orateur, la question n'était pas de savoir si le gouvernement avait l'intention de modifier les tarifs postaux, mais plutôt d'ordonner au ministère des Postes et des Communications de faire une étude afin d'évaluer la rentabilité et les conséquences de la nouvelle loi sur les Postes pour la gouverne des députés.

L'hon. M. Kierans: Peut-être pourra-t-on discuter les effets des tarifs postaux lors de la prochaine étude des crédits de mon ministère, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

VANCOUVER—LA POSSIBILITÉ D'UNE GRÈVE DES DÉBARDEURS

M. A. B. Douglas (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre du Travail. Sait-il qu'il est directement question d'une grève des débardeurs, cet été, dans le port de Vancouver? Dans ce cas, quelle mesure envisage-t-il afin de l'empêcher?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je n'ignore pas cette éventualité, car leur accord collectif expire à la fin de juillet. D'autre part, je ne suis pas aussi pessimiste que le député. Je pense que les deux parties se rendent compte de la futilité d'une grève longue et coûteuse dans ce port, cet été.

LE BLÉ—L'OPPORTUNITÉ D'ÉVITER DES RETARDS DE LIVRAISON À CAUSE D'UNE GRÈVE

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): En l'absence du premier ministre, je pose ma question à son remplaçant. Comme la Richardson's Grain Marketing Review déclare aujourd'hui que la Commission canadienne du blé n'a fait aucune offre de blé cette semaine à l'agence alimentaire du Japon, en raison de la nette possibilité d'une grève prochaine chez les débardeurs du port de Vancouver, le premier ministre prêtera-t-il ses bons offices pour prévenir cette grève et empêcher l'accumulation déjà considérable de grain de s'aggraver?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement se rend parfaitement compte

de l'opportunité de poursuivre les envois de grain et de prévenir toute grève. A mon avis, le ministre du Travail, un des négociateurs les plus efficaces de notre époque, saura bien s'acquitter de sa tâche.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, les deux ministres disent qu'ils sont conscients du danger d'une grève. Ce qu'on leur demande, c'est quelles mesures ou quelle politique le gouvernement entend adopter pour prévenir cet embouteillage des ports, qui aggraverait bien entendu la situation déjà mauvaise de nos exportations de grains.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'accepte pas la théorie selon laquelle il y aurait deux genres de travailleurs, ceux qui ont le droit de faire la grève et les autres. Les débardeurs de Colombie-Britannique peuvent légitimement se mettre en grève, pourvu qu'ils se conforment aux exigences énoncées dans nos recueils de lois. Je ne sais trop si le député voudrait ordonner aux compagnies d'accorder aux syndicats tout ce que ceux-ci désirent ou d'ordonner aux syndicats d'accepter les conditions que les compagnies estiment convenir à l'époque actuelle.

M. Woolliams: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je ne propose rien en tant que membre de l'opposition. Je demande au ministre d'expliquer sa politique. Il a déclaré que les travailleurs ont des droits. Il est donc certain que les agriculteurs en ont aussi. Je lui demande...

M. l'Orateur: Le député a déjà posé une question. Peut-être n'est-il pas satisfait de la réponse du ministre, mais il a déjà posé la question.

M. Woolliams: Avec votre aide, monsieur l'Orateur, je pourrais peut-être la reprendre en termes un peu plus élégants. Je me demandais si le ministre pouvait nous expliquer de façon positive ce qu'il compte faire pour concilier son fair-play avec les exigences de l'économie canadienne?

L'hon. M. Mackasey: J'estime devoir répondre de bonne grâce, monsieur l'Orateur. Je voudrais assurer au député que la dernière chose que nous devons faire en ce moment c'est de nous affoler. C'est le genre de conseil que je puis donner à l'honorable représentant.

M. Woolliams: Je remarque une chose au sujet du gouvernement actuel: il n'agit que lorsqu'il y a une crise.